



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 novembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Asia Pacific Women's Watch et Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## **Déclaration**

### **L'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable**

Asian-Pacific Research and Resource Centre for Women et Asia Pacific Women's Watch déclarent que le rôle des femmes dans la réalisation des objectifs de développement durable ne peut être possible que par l'autonomisation des femmes dans tous les domaines et à tous les stades de la vie.

Les femmes qui constituent la moitié de la population mondiale, sont toujours surreprésentées dans les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés dans le monde, elles sont confrontées aux stéréotypes et à la discrimination sexiste, vu que l'accès aux ressources, aux opportunités et au pouvoir reste principalement aux mains des hommes.

L'égalité des genres et l'équité sont un objectif à part entière, mais aussi un facteur essentiel à la croissance économique durable, au développement social et à la viabilité environnementale. Le développement durable ne pourra pas être réalisé si les femmes ne sont pas reconnues en tant que partenaires égales dans le développement, si elles sont privées des moyens de sortir de la précarité et de la marginalisation, et sans distribution plus équitable des ressources. Il est indispensable de surmonter les obstacles systémiques, qui empêchent les femmes et les filles d'avoir un accès aux ressources et aux avantages, si l'on veut réaliser un changement significatif sur le long terme.

Alors que la croissance économique est restée stable dans la région de l'Asie et du Pacifique et dans le monde du sud, elle demeure irrégulière dans d'autres régions et d'autres pays. Les inégalités de revenus ne cessent de croître notamment dans les principaux pays en développement. Alors que le nombre de pauvres (vivant avec moins de 1,25 \$ par jour) dans ces régions a diminué, beaucoup de personnes font toujours partie des plus démunis et les femmes et les filles en constituent la majorité. La pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire demeure un problème, ce qui prouve que la croissance économique n'a pas eu suffisamment de retombées sur ceux qui en ont le plus besoin. Les personnes qui vivent dans la précarité deviennent même plus vulnérables lorsqu'elles sont en situation d'insécurité alimentaire et exposées aux catastrophes naturelles, aux catastrophes d'origine humaine et à d'autres chocs. Très peu de femmes occupent des postes de décision, y compris dans les espaces politiques où elles peuvent faire part de leurs préoccupations et partager leur vision du monde.

### **Contraintes qui privent les femmes et les filles des bénéfices du développement durable**

La pauvreté prive les femmes et les filles de l'accès aux ressources économiques et autres, aux prêts financiers et à l'alimentation ainsi qu'aux services de santé sexuelle et procréative. L'incapacité des femmes et des filles à vaincre la pauvreté par l'accès à un enseignement de qualité et l'acquisition des compétences que requiert le marché de l'emploi est un obstacle supplémentaire. L'absence d'une éducation sexuelle globale qui tient compte du genre, pour tous, y compris pour les femmes sans instruction et les filles non scolarisées, limite les choix et les débouchés qui se présentent aux femmes.

La mortalité et la morbidité, l'accès limité aux contraceptifs, l'absence de suivi des soins procréatifs de qualité restent considérables dans ces régions, et posent d'autres défis. Selon l'Organisation mondiale de la santé, parmi les principales causes de mortalité maternelle figurent l'hémorragie sévère, l'hypertension artérielle, les blessures liées à l'avortement, les politiques d'avortement restrictives ou inadéquates, l'absence de services d'avortement légaux et inconditionnels, l'accès insuffisant et inabordable aux soins de santé, le manque d'accès à l'information et aux services de contraception, l'absence d'assistance qualifiée pendant l'accouchement, la couverture insuffisante en soins prénatals, les services de soins obstétriques d'urgence et la violence pendant la grossesse. L'absence de réglementation du secteur privé de la santé, la privatisation croissante des soins de santé et les frais divers élevés posent d'autres obstacles et limitent l'accès universel des femmes aux services de santé, y compris la santé sexuelle et procréative.

Les filles soumises à des pratiques traditionnelles et culturelles telles que le mariage précoce et forcé et les mutilations génitales féminines, sont empêchées d'atteindre leur plein potentiel et sont exposées à la violence. Ces pratiques affectent leur capacité à progresser, limitent l'intégrité physique, la prise de décision, le droit à l'éducation, à une vie saine, y compris à une vie procréative et une vie à l'abri de la violence.

Si le fléau de violence en Asie et au Pacifique et dans les pays du sud, dont la violence sexuelle contre les femmes et les personnes de différentes orientations sexuelles et identités de genres, devait persister, ce serait un autre facteur limitatif du développement durable. Il importe d'adopter des lois et des politiques plus rigoureuses contre le viol, y compris le viol conjugal, l'agression et le harcèlement sexuels, de veiller à l'application effective de ces lois et de ces politiques et de garantir la condamnation des contrevenants. La multiplication des conflits armés et de la militarisation dans la région continuent d'exposer les femmes et les filles à la violence sexuelle. Dans le même temps, il est nécessaire de changer la manière dont le rôle des femmes dans la société est perçu et des notions de violence. Les femmes doivent être respectées et traitées sur un pied d'égalité avec les hommes si l'on veut réaliser le développement durable dans son intégralité.

L'augmentation de la migration interne et transfrontalière des femmes dans la région est un autre facteur. Les femmes ont souvent recours à la migration, et dans beaucoup de cas, elles sont sans papiers et sans sécurité, parce que leurs choix sont limités dans leur pays.

Pour que le développement durable puisse se concrétiser, il est nécessaire de réunir toutes les conditions propices pour son succès. Le fondamentalisme religieux et les changements climatiques, qui ne cessent d'augmenter dans la région, posent des défis de taille à la réalisation du développement durable.

Le fondamentalisme religieux et les interprétations de la religion illustrent le détournement politique de la religion et entravent les droits sexuels et reproductifs des femmes et les droits des groupes marginalisés. Les femmes sont souvent considérées comme les gardiennes des normes familiales et de l'honneur, et la religion est utilisée pour les contrôler de façon directe et indirecte. Par conséquent, leur corps, leur sexualité et leur liberté de mouvement, de procréation et d'habillement deviennent des terrains de contrôle religieux.

Les changements climatiques aggravent la pauvreté et la vulnérabilité et affectent plus particulièrement la santé et le bien-être des femmes et des filles (accès à l'air pur, à l'eau potable, à un assainissement adéquat et à une quantité suffisante en denrées alimentaires).

**Suggestions pour la réalisation de l'égalité des genres dans le but du développement durable**

- Toutes les préoccupations, qu'elles soient économiques, sociales, culturelles, ou écologiques, doivent être traitées de façon intégrée et holistique pour garantir le développement durable. Il importe que l'égalité des genres ne soit pas considérée comme une question socio-culturelle uniquement. Elle doit être traitée comme un objectif transversal.
- Une condition indispensable à la réalisation du développement durable est de reconnaître que l'autonomisation des femmes est un processus qui comprend à la fois la création d'un environnement propice sans discrimination et le renforcement de la capacité des femmes à prendre le contrôle de leurs propres vies et de leurs corps et contribuer pleinement à la réalisation des changements voulus dans la société. Des décisions en matière de politique doivent être prises de façon à réduire ces inégalités et les pouvoirs publics et la société civile doivent faire progresser cela à travers des actions communes et l'engagement de tous.
- Renforcer les bases du développement durable. Offrir aux femmes les mêmes possibilités que celles dont bénéficient les hommes, y compris dans la prise de décisions.
- La participation égale et l'implication des femmes dans tous les aspects des politiques et à tous les niveaux d'exécution permettront aux femmes et aux hommes d'avoir des responsabilités partagées en ce qui concerne le développement durable.
- Une information plus systématique comprenant des indicateurs économiques et sociaux ventilés par sexe et des indicateurs tenant compte des disparités entre les sexes permet d'identifier les écarts entre les sexes, de reconnaître les inégalités et de les contrôler ; des efforts doivent être déployés pour allouer les ressources nécessaires à ces besoins au niveau national.
- Les efforts des organisations aux niveaux régional et mondial, et des institutions nationales, pour assurer l'égalité des genres dans le but de réaliser un développement durable, doivent être soutenus, notamment en apportant des ressources adéquates et en renforçant les capacités pour éliminer les inégalités à différents niveaux de développement.
- Reconnaître et soutenir les efforts des groupes de défense des femmes qui jouent un rôle important dans la sensibilisation sur la problématique hommes-femmes.